

Les quatre cavaliers de l'apocalypse sont américains et se déchaînent à Gaza

Le 21 janvier 2024 par Chris Hedges / Exclusif pour ScheerPost <https://scheerpost.com/2024/01/21/chris-hedges-the-four-horsemen-of-gazas-apocalypse/>

Chris Hedges est journaliste, lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant quinze ans pour le *New York Times*, où il a été chef du bureau du Moyen-Orient et chef du bureau des Balkans. Auparavant, il a travaillé à l'étranger pour le *Dallas Morning News*, le *Christian Science Monitor* et *NPR*. Il est l'animateur de l'émission *The Chris Hedges Report*.

Il a fait partie de l'équipe qui a remporté le prix Pulitzer 2002 du reportage explicatif [Le reportage explicatif est une forme de reportage qui tente de présenter des reportages en cours d'une manière plus accessible en fournissant un contexte plus large que celui qui serait présenté dans les sources d'information traditionnelles, NdT] pour la couverture du terrorisme mondial par le *New York Times*, et il a reçu le prix mondial 2002 d'Amnesty International pour le journalisme sur les droits humains.

Hedges, qui est titulaire d'une maîtrise en théologie de la Harvard Divinity School, est l'auteur de best-sellers comme *Les fascistes américains* [American Fascists: The Christian Right and the War on America] (trad. de l'anglais); *L'Empire de l'illusion : la mort de la culture et le triomphe du spectacle* [« Empire of Illusion: The End of Literacy and the Triumph of Spectacle »] et a été finaliste du National Book Critics Circle pour son livre *La guerre est une force qui nous octroie du sens* [« War Is a Force That Gives Us Meaning »] (trad. de l'anglais). Il rédige une chronique en ligne pour le site ScheerPost. Il a enseigné à l'université Columbia, à l'université de New York, à l'université de Princeton et à l'université de Toronto.



Frères de sang (par M. Fish)

Joe Biden s'appuie sur des conseillers qui voient le monde à travers le prisme de la mission civilisatrice de l'Occident envers les « races inférieures » de la terre pour formuler sa politique à l'égard d'Israël et du Moyen-Orient.

Les stratégies de Joe Biden pour le Moyen-Orient - Antony Blinken, Jake Sullivan et Brett McGurk - ont une compréhension limitée du monde musulman et nourrissent une profonde animosité à l'égard des mouvements de résistance islamiques. Ils considèrent que l'Europe, les États-Unis et Israël sont engagés dans un choc des civilisations entre l'Occident éclairé et un Moyen-Orient barbare.

Ils pensent que la violence peut faire plier les Palestiniens et les autres Arabes selon leur gré. Ils prônent la puissance de feu écrasante des armées américaine et israélienne comme étant la clé de la stabilité régionale - une chimère qui nourrit les flammes de la guerre régionale et perpétue le génocide à Gaza.

En bref, ces quatre hommes font preuve d'une incompétence flagrante. Ils rejoignent le club d'autres dirigeants dénués d'intelligence, tels que ceux qui ont participé au carnage suicidaire de la Première Guerre mondiale, qui ont pataugé dans le bourbier du Viêt Nam ou qui ont orchestré la série de débâcles militaires récentes en Irak, en Libye, en Syrie et en Ukraine.

Ils sont dotés des pouvoirs conférés à l'exécutif pour contourner le Congrès, fournir des armes à Israël et mener des frappes militaires au Yémen et en Irak. Ce cercle restreint de vrais convaincus rejette les conseils plus nuancés et informés du département d'État et des communautés du renseignement, qui considèrent que le refus de l'administration Biden de faire pression sur Israël afin que soit mis fin au génocide en cours est malavisé et dangereux.

Biden (<https://youtu.be/WUjOeXy0KNM>) a toujours été un ardent militariste (<https://theintercept.com/2021/04/27/joe-biden-long-war/>) - il appelait à la guerre (<https://theintercept.com/2020/01/07/joe-biden-iraq-war-history/>) contre l'Irak cinq ans avant que les États-Unis n'envahissent le pays.

Il a construit sa carrière politique en s'appuyant sur le dégoût de la classe moyenne blanche pour les mouvements populaires, notamment les mouvements anti guerre et ceux en faveur des droits civiques, qui ont secoué le pays dans les années 1960 et 1970.

C'est de fait un Républicain qui se fait passer pour un Démocrate. Il a rejoint les ségrégationnistes du Sud pour s'opposer à l'intégration des élèves noirs dans les écoles réservées aux Blancs. Il s'est opposé au financement fédéral des avortements et a soutenu un amendement constitutionnel autorisant les États à restreindre ceux-ci.



Le 15 juin 1982, le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, au premier plan, est à bord d'un véhicule blindé de transport de troupes lors d'une tournée des unités israéliennes avançant dans la banlieue de Beyrouth, au Liban (THE ASSOCIATED PR)

En 1989, il s'est attaqué au président George H. W. Bush le jugeant trop mou dans la « guerre contre la drogue ». Il a été l'un des architectes de la loi sur la criminalité de 1994 et d'une série d'autres lois draconiennes qui ont eu pour effet de plus que doubler la population carcérale américaine, il a militarisé la police et fait adopter des lois sur les stupéfiants qui font que des personnes sont incarcérées à vie sans possibilité de libération conditionnelle.

Il a soutenu l'accord de libre-échange nord-américain, la plus grande trahison de la classe ouvrière depuis la loi Taft-Hartley de 1947. Il s'est toujours montré un ardent défenseur d'Israël, se vantant d'avoir organisé plus de collectes de

fonds pour l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) que n'importe quel autre sénateur.

«Beaucoup d'entre vous m'ont entendu le dire, s'il n'y avait pas Israël, l'Amérique devrait l'inventer. Il nous faudrait l'inventer parce que... vous protégez nos intérêts comme nous protégeons les vôtres», a déclaré Biden en 2015, devant un public qui comptait l'ambassadeur d'Israël, lors de la 67^e célébration annuelle de la Journée de l'indépendance d'Israël à Washington D.C.

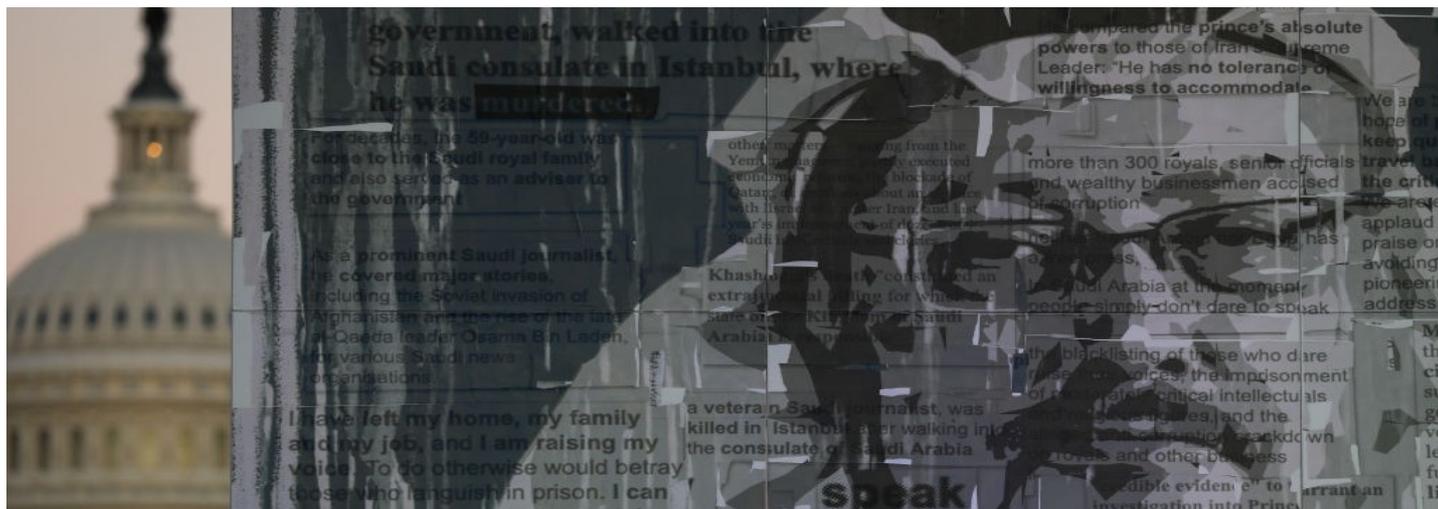
Au cours du même discours, il a ajouté: «La vérité, c'est que nous avons besoin de vous. Le monde a besoin de vous. Imaginez ce que cela signifierait pour l'humanité et l'avenir du XXI^e siècle si on ne soutenait pas Israël, son dynamisme et sa liberté».

L'année précédente (2014), Biden avait prononcé un panégyrique élogieux d'Ariel Sharon, l'ancien premier ministre et général israélien impliqué dans des massacres de Palestiniens, de Libanais et d'autres populations en Palestine, en Jordanie et au Liban - ainsi que de prisonniers de guerre égyptiens - remontant aux années 1950.

Il a décrit Sharon comme «faisant partie de l'une des générations fondatrices les plus remarquables de l'histoire non pas de cette nation, mais de toute nation». Tout en désavouant Donald Trump et son administration, Biden n'est pas revenu sur l'abrogation par Trump de l'accord sur le nucléaire iranien négocié par Barack Obama, ni sur les sanctions de Trump contre l'Iran.

Il a adopté les liens étroits de Trump avec l'Arabie saoudite, dont la réhabilitation du prince héritier et Premier ministre Mohammed bin Salman, après l'assassinat du journaliste (<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/09/saudi-arabia-still-no-justice-for-state-sanctioned-murder-of-jamal-khashoggi-five-years-on/>) saoudien Jamal Khashoggi en 2017 au sein du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

Il n'est pas intervenu pour freiner les attaques israéliennes contre les Palestiniens et l'expansion des colonies en Cisjordanie. Il n'est pas revenu sur le déménagement par Trump de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, bien que sur le territoire de l'ambassade on trouve des terres qu'Israël a illégalement colonisées après avoir envahi la Cisjordanie et la bande de Gaza en 1967.



Jamal Khashoggi (Yasin Ozturk/Anadolu Agency via Getty Images)

En tant que sénateur du Delaware ayant effectué sept mandats, Biden a reçu plus de soutien financier (<https://www.opensecrets.org/industries/summary?cycle=All&ind=Q05&recipdetail=S>) de la part de donateurs pro-israéliens que n'importe quel autre sénateur depuis 1990. Il conserve ce record bien que sa carrière de sénateur ait pris fin en 2009, lorsqu'il est devenu le vice-président d'Obama. Biden explique son engagement en faveur d'Israël comme étant d'ordre «personnel» et «politique».

Il a repris à son compte la propagande israélienne - y compris les affabulations concernant les bébés décapités (<https://www.aljazeera.com/news/2023/11/27/biden-ignored-staff-warning-on-hamas-beheading-babies-claim-report>) et les viols généralisés (<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/watch-debunking-israels-mass-rape-propaganda>) de femmes israéliennes par les combattants du Hamas - et a demandé au Congrès de fournir 14 milliards de dollars d'aide supplémentaire à Israël après l'attaque du 7 octobre.

Il a contourné le Congrès à deux reprises pour fournir à Israël des milliers de bombes et de munitions, dont au moins 100 bombes de 2 000 livres, utilisées dans la campagne de terre brûlée à Gaza. Israël a tué ou gravement blessé (<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-reported-impact-day-104>) près de 90 000 Palestiniens à Gaza, soit près d'un habitant sur 20.

Il a détruit ou endommagé plus de 60% des habitations. Les «zones de sécurité», vers lesquelles quelque 2 millions de Gazaouis avaient reçu l'ordre de fuir dans le sud de la bande de Gaza, ont été bombardées, faisant des milliers de victimes.

Selon les Nations unies, les Palestiniens de Gaza représentent aujourd'hui 80% de l'ensemble des populations confrontées à une pénurie alimentaire voire à une famine catastrophique dans le monde. Un quart de la population meurt de faim et lutte pour trouver de la nourriture et de l'eau potable.

La famine est imminente. Quelque 335000 enfants de moins de cinq ans courent un risque élevé de malnutrition. Quelque 50000 femmes enceintes ne bénéficient pas de soins de santé ni d'une alimentation adéquate. Et tout cela pourrait s'arrêter si les États-Unis décidaient d'intervenir.

«Tous nos missiles, nos munitions, nos bombes à guidage précis, nos avions et nos explosifs nous viennent des États-Unis», a déclaré le général de division israélien à la retraite Yitzhak Brick au Jewish News Syndicate. «Au moment même où ils fermeront le robinet, on ne pourra plus se battre. Tout le monde comprend bien que nous ne pouvons pas mener cette guerre sans le concours des États-Unis. Un point c'est tout».



Le sénateur Joseph Biden s'adresse à des généraux des Marines américains lors d'une visite à Ramadi, en Irak, le 6 septembre 2007 (John Moore/Getty)

Blinken était le principal conseiller de Biden en matière de politique étrangère lorsque ce dernier était le démocrate le plus important au sein de la commission des affaires étrangères. Aux côtés de Biden, il a milité en faveur de l'invasion de l'Irak. Lorsqu'il était conseiller adjoint à la sécurité nationale d'Obama, il s'est fait l'avocat du renversement de Mouammar Kadhafi en Libye en 2011. Il s'est opposé au retrait des forces américaines de Syrie.

Il a travaillé sur le plan désastreux de Biden visant à partitionner l'Irak selon des critères ethniques. «Au sein de l'administration Obama à la Maison Blanche, Blinken a joué un très grand rôle dans la mise en place de sanctions contre la Russie suite à l'invasion de la Crimée et de l'est de l'Ukraine en 2014, puis il a lancé, sans succès, des appels pour que les États-Unis arment l'Ukraine», selon l'Atlantic Council, le groupe de réflexion officieux de l'OTAN.

Lorsque Blinken a atterri en Israël après les attaques du Hamas et d'autres groupes de résistance le 7 octobre, lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, il a annoncé: «Je me présente devant vous non seulement en tant que secrétaire d'État américain, mais aussi en tant que juif».

Il a tenté, pour le compte d'Israël, de faire pression sur les dirigeants arabes pour qu'ils acceptent les 2,3 millions de réfugiés palestiniens de Gaza visés par le nettoyage ethnique d'Israël, une demande qui a suscité l'indignation des dirigeants arabes.

Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de Biden, et McGurk sont des opportunistes invétérés, des bureaucrates machiavéliques à la solde des centres de pouvoir dominants, y compris le lobby israélien. Sullivan a été le principal artisan du pivot vers l'Asie d'Hillary Clinton.

Il a soutenu l'accord de partenariat transpacifique sur les droits des entreprises et des investisseurs, qui a été présenté comme un moyen d'aider les États-Unis à contenir la Chine (<https://cjl.uchicago.edu/print-archive/how-united-states-uses-trans-pacific-partnership-contain-china-international-trade>).

Face à l'opposition massive de l'opinion publique américaine, Donald Trump a finalement mis fin à l'accord commercial. Son objectif est de contrecarrer la montée en puissance de la Chine, notamment par l'expansion de l'armée américaine.

Bien qu'il ne se concentre pas sur le Moyen-Orient, Sullivan est un faucon de la politique étrangère qui adopte par réflexe le recours à la force pour façonner le monde en fonction des exigences des États-Unis. Il adhère au keynésianisme militaire, affirmant que les dépenses publiques massives dans l'industrie de l'armement profitent à l'économie nationale.



Le conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, s'exprime lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche après que le président Joe Biden a évoqué les attaques terroristes en Israël, le 10 octobre 2023. (Drew Angerer / Getty Images)

Dans un essai de 7 000 mots publié dans le magazine Foreign Affairs cinq jours avant les attentats du 7 octobre, qui ont fait quelque 1 200 morts parmi les Israéliens, Sullivan a révélé son manque de discernement quant à la dynamique au Moyen-Orient.

«Bien que le Moyen-Orient reste confronté à des défis permanents, écrit-il dans la version originale de l'essai, la région est plus calme qu'elle ne l'a été depuis des décennies», ajoutant que face à des tensions «sérieuses», «nous avons réussi à désamorcer les crises à Gaza».

Dans son article, réécrit à la hâte dans la version en ligne après les attentats du 7 octobre, M. Sullivan passe entièrement sous silence les aspirations palestiniennes et le soutien rhétorique de Washington à une solution fondée sur la coexistence de deux États.

Dans l'article original il écrit: «Lors d'une réunion à Djeddah, en Arabie Saoudite, l'année dernière, le président a exposé

sa politique pour le Moyen-Orient dans un discours adressé aux dirigeants des membres du Conseil de coopération du Golfe, de l'Égypte, de l'Irak et de la Jordanie».

Son approche redonne un peu de rigueur à la politique américaine. Elle met l'accent sur la dissuasion de l'agression, la désescalade des conflits et l'intégration de la région par le biais de projets d'infrastructures communs et de nouveaux partenariats, notamment entre Israël et ses voisins arabes.

McGurk, assistant adjoint du président Biden et coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, a été l'un des principaux architectes de la «montée en puissance» de Bush en Irak, initiative qui a accéléré le carnage.

Il a travaillé comme conseiller juridique auprès de l'Autorité provisoire de la coalition et de l'ambassadeur des États-Unis à Bagdad. Il est ensuite devenu le tsar anti-Etat Islamique de Trump. Il ne parle pas arabe - aucun des quatre hommes ne le parle - et est arrivé en Irak en n'ayant aucune connaissance de l'histoire du pays, de ses populations ou de sa culture.



Brett McGurk, ne pas parler, ne pas entendre, ne pas voir...(Illustration par Joanna Andreasson/Newlines)

Néanmoins, il a participé à la rédaction de la constitution provisoire de l'Irak et a supervisé la transition juridique entre l'Autorité provisoire de la coalition et le gouvernement intérimaire irakien dirigé par le Premier ministre Ayad Allawi. McGurk a été l'un des premiers à soutenir Nouri al-Maliki, qui a été premier ministre de l'Irak entre 2006 et 2014.

Al-Maliki a construit un État sectaire contrôlé par les chiites, s'aliénant gravement les Arabes sunnites et les Kurdes. En 2005, McGurk a rejoint le Conseil national de sécurité (NSC), où il a occupé les fonctions de directeur pour l'Irak, puis ensuite d'assistant spécial du président et de directeur principal pour l'Irak et l'Afghanistan.

Il a fait partie du personnel du NSC de 2005 à 2009. En 2015, il a été nommé envoyé spécial du président Obama pour la coalition mondiale de lutte contre l'Etat Islamique du levant (ISIL). Il a été maintenu en poste par Trump jusqu'à sa démission en décembre 2018.

En avril 2021, un article intitulé "Brett McGurk: A Hero of Our Times" (<https://newlinesmag.com/argument/brett-mcgurk-a-hero-of-our-time/> Brett McGurk: un héros de notre temps), publié dans le *New Lines Magazine* et rédigé par Paul Wood, ancien correspondant de la BBC pour les affaires étrangères, dresse un portrait cinglant de McGurk. Wood écrit :

«Un diplomate occidental de haut rang qui a servi à Bagdad m'a dit que McGurk avait été un désastre absolu pour l'Irak.

C'est un grand spécialiste à Washington, mais je n'ai vu aucun signe montrant qu'il s'intéressait aux Irakiens ou à l'Irak en tant qu'endroit peuplé de vrais gens. Il s'agissait simplement pour lui d'un défi bureaucratique et politique». Un détracteur qui était à Bagdad avec McGurk l'a qualifié de Machiavel réincarné. «Il est la personnification d'un mélange à la fois d'intelligence, d'ambition et d'une impitoyable volonté de s'élever à n'importe quel prix».

[...]

Un diplomate américain qui était en poste à l'ambassade lors de l'arrivée de McGurk s'est étonné de sa percée régulière. «Brett ne rencontre que des gens qui parlent anglais. ... Il y a environ quatre personnes au sein du gouvernement qui parlent anglais. Et quelque part, il est maintenant devenu la personne qui devrait décider du sort de l'Irak ? Comment cela a-t-il pu se produire?»



Brett McGurk et ses quatre présidents (Illustration: Damon Dahlen/Huffpost; Photos: Getty)

Même ceux qui n'aimaient pas McGurk ont dû admettre qu'il était doté d'une formidable intelligence et qu'il était un travailleur acharné. Il était également un écrivain doué, ce qui n'est pas surprenant puisqu'il avait été l'assistant du président de la Cour suprême, William Rehnquist. Son ascension a reflété celle d'un politicien irakien du nom de Nouri al-Maliki, un carriériste qui en aide un autre. Telle est la tragédie de McGurk - et celle de l'Irak.

[...]

Les détracteurs de McGurk affirment que sa méconnaissance de l'arabe lui a fait louper les sous-entendus virulents et sectaires des propos tenus par al-Maliki lors des réunions, et ce dès le début. Les traducteurs ont censuré ou n'ont pas réussi à suivre. Comme beaucoup d'Américains en Irak, McGurk était sourd à ce qui se passait autour de lui.

Al-Maliki a été la conséquence de deux erreurs commises par les États-Unis. La part de McGurk dans ces erreurs reste controversée. La première erreur a été la «solution des 80%» pour gouverner l'Irak. Les Arabes sunnites étaient en train d'organiser une insurrection sanglante, mais ils ne représentaient que 20% de la population.

La théorie voulait que l'on puisse diriger l'Irak avec les Kurdes et les chiites. La deuxième erreur a été de réduire les chiites à des partis religieux purs et durs soutenus par l'Iran. Al-Maliki, membre du parti religieux Da'wa, en a été le grand bénéficiaire.

Dans un article publié dans le *HuffPost* en mai 2022 par Akbar Shahid Ahmed, intitulé "Biden's Top Middle East Advisor 'Torched the House and Showed Up With a Firehose'" (Le principal conseiller de Joe Biden pour le Moyen-Orient a mis le feu à la Maison et a débarqué avec un tuyau d'arrosage), McGurk est décrit par un collègue, qui a souhaité garder l'anonymat, comme «le bureaucrate le plus talentueux qu'on ait jamais vu, avec le pire jugement en matière de politique étrangère qu'on ait jamais vu».

Comme d'autres membres de l'administration Biden, McGurk se focalise bizarrement sur ce qui viendra après la campagne génocidaire menée par Israël, plutôt que d'essayer d'y mettre un terme. Il a proposé de bloquer toute aide humanitaire et de rejeter toute pause dans les combats à Gaza tant que tous les otages israéliens n'auront pas été libérés.



Un garçon est assis sur un matelas dans la cour où les personnes déplacées ont trouvé refuge dans l'État de Palestine (UNICEF/UNI463117/EI Baba)

Biden et ses trois plus proches conseillers politiques ont demandé que l'Autorité palestinienne - un régime fantoche imposé par Israël et honni de la plupart des Palestiniens - prenne le contrôle de la bande de Gaza une fois qu'Israël aura fini de la détruire. Depuis le 7 octobre, ils appellent Israël à prendre des mesures en faveur d'une solution à deux États, un plan rejeté par Netanyahu lors d'une humiliante rebuffade publique de la Maison Blanche de Joe Biden.

La présidence Biden passe plus de temps à parler aux Israéliens et aux Saoudiens, qui font l'objet de pressions pour normaliser leurs relations avec Israël et aider à la reconstruction de Gaza, qu'aux Palestiniens, qui sont, au mieux, une préoccupation secondaire. Le gouvernement estime que la clé pour mettre fin à la résistance palestinienne se trouve à Riyad, ce qui est résumé dans un document top secret vanté par McGurk, le "Pacte Jérusalem-Jeddah", a rapporté le HuffPost.

Ce document ne peut ou ne veut pas freiner la soif de sang d'Israël, qui a notamment procédé à des frappes de missiles dans un quartier résidentiel de Damas, en Syrie, samedi, tuant cinq conseillers militaires du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran, et à une attaque de drone au Sud-Liban dimanche, qui a tué deux membres importants du Hezbollah.

Ces provocations israéliennes ne resteront pas sans réponse, comme en témoignent les missiles balistiques et les roquettes lancés dimanche par des militants dans l'ouest de l'Irak, et qui ont pris pour cible le personnel américain stationné sur la base aérienne d'Al-Assad.

L'idée, digne d'Alice au pays des merveilles, selon laquelle un pacte diplomatique entre Israël et l'Arabie saoudite serait la clé de la stabilité régionale une fois le massacre de Gaza terminé est ahurissante. Le génocide conduit par Israël et la complicité de Washington réduisent à néant la crédibilité et l'influence des États-Unis, en particulier dans les pays du Sud Global et le monde musulman.

Voilà qui garantit une nouvelle génération de Palestiniens fous de rages - dont les familles ont été anéanties et les maisons détruites - en quête de vengeance. Les politiques adoptées par l'administration Biden ne se contentent pas d'ignorer allègrement les réalités du monde arabe, elles ignorent aussi les réalités d'un État israélien extrémiste qui, soutenu par un Congrès acheté et financé par le lobby israélien, se moque éperdument de ce que la Maison-Blanche de

Biden peut imaginer.

Israël n'a aucune intention de créer un État palestinien viable. Son objectif est le nettoyage ethnique des 2,3 millions de Palestiniens de Gaza et l'annexion de Gaza par Israël. Lorsqu'Israël en aura fini avec Gaza, il se tournera vers la Cisjordanie, où les raids israéliens ont désormais lieu presque tous les soirs et où des milliers de personnes ont été arrêtées et sont détenues sans inculpation depuis le 7 octobre.



Des prisonniers palestiniens en détention administrative, soit une incarcération sans inculpation ni procès (Source: photo Zvi Koren pour B'tselem)

Ceux qui dirigent la Maison Blanche de Biden se bercent d'illusions. La marche insensée menée par ces quatre souris aveugles pérennise les souffrances abyssales des Palestiniens, alimente une guerre régionale et annonce un nouveau chapitre tragique et autodestructeur faisant partie des deux décennies de fiascos militaires américains au Moyen-Orient.

Chris Hedges